PLAN DE LUTTE
CONTRE L'INTIMIDATION ET LA VIOLENCE

Document résumé à l'attention de la communauté éducative, dont les parents.

NOM DE L'ÉTABLISSEMENT : École secondaire Henri-Dunant

ANNÉE DE LA VERSION : 2026-2027

QU'EST-CE QU'UN PLAN DE LUTTE ?

Conformément à la Loi sur l'instruction publique (LIP), chaque école doit se doter d'un plan de lutte contre l'intimidation et la violence.

Le **plan de lutte a pour objectifs** de :

- Promouvoir un climat scolaire sain, sécuritaire et bienveillant, ainsi que le bien-être de l'ensemble des élèves et du personnel;
- Prévenir les situations d'intimidation et de violence;
- Planifier les interventions à mettre en place en cas d'événement;
- Intervenir de manière rapide, cohérente et efficace lorsque de telles situations surviennent.

Un environnement sain, sécuritaire et bienveillant favorise la réussite éducative et le bien-être de tous. Le plan de lutte constitue donc un outil essentiel pour guider les actions préventives et les interventions de l'école. Le présent document vise à présenter, dans un langage accessible, les éléments clés du plan de notre établissement à l'intention de toute la communauté éducative. La sécurité et le bien-être des élèves et du personnel sont au cœur de nos priorités.

COMMENT LE PLAN DE LUTTE DE NOTRE ÉCOLE EST-IL ÉLABORÉ ?

Un comité de travail, formé de membres du personnel, se mobilise pour analyser les besoins du milieu, se fixer des cibles et proposer des moyens concrets pour prévenir et intervenir face à la violence et à l'intimidation.

Ce comité assure le suivi des actions et, avec le conseil d'établissement, évalue chaque année les résultats afin de mettre à jour le plan de lutte qui est ensuite adopté en début d'année scolaire.

L'ensemble de l'équipe-école s'engage à offrir un milieu sain, sécuritaire et bienveillant où chaque élève peut s'épanouir pleinement.

Inspiré de Résumé de plan de lutte – Document régional LLL – Juin 2025
Inspiré des travaux du comité de l'équipe nationale CVI et du document de la CSSDM.

QUELQUES DÉFINITIONS ET ARTICLES DE LOI

CONFLIT

Le conflit est **un désaccord** ou **une mésentente** entre deux ou plusieurs personnes qui ne partagent pas le même point de vue ou parce que leurs intérêts diffèrent. Le conflit oppose généralement des personnes qui possèdent le même niveau de force et de pouvoir. Les conflits sont nécessaires pour apprendre et ils font partie de la vie. Ils peuvent se régler par la négociation ou par la médiation. Le conflit **n'est pas de l'intimidation**.

INTIMIDATION

Tout comportement, parole, acte ou geste **délibéré ou non à caractère répétitif,** exprimé directement ou indirectement, y compris dans le cyberespace, dans un contexte caractérisé par **l'inégalité des rapports de force** entre les personnes concernées, ayant pour effet d'engendrer des **sentiments de détresse** et de léser, blesser, opprimer ou ostraciser.

(Loi sur l'instruction publique, art. 13)

VIOLENCE

Toute manifestation de force, de forme verbale, écrite, physique, psychologique ou sexuelle, **exercée intentionnellement** contre une personne, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse, de la léser, de la blesser ou de l'opprimer en s'attaquant à son intégrité ou à son bien-être psychologique ou physique, à ses droits ou à ses biens.

(Loi sur l'instruction publique, art. 13)

VIOLENCE À CARACTÈRE SEXUEL (VACS)

Toute forme de violence commise par le biais de pratiques sexuelles ou en ciblant la sexualité, dont l'agression sexuelle. Cette notion s'entend également de toute autre inconduite qui se manifeste notamment par des gestes, paroles, comportements ou attitudes **à connotation sexuelle non désirés**, incluant celle relative aux diversités sexuelles ou de genre, exprimés directement ou indirectement, y compris par un moyen technologique.

RLRQ, chapitre P-22.1

NOUVEAUTÉ

La notion « **intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale** » a été ajoutée au canevas ministériel obligatoire. À ce jour, la Loi sur l'instruction publique ne définit pas « l'intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale » et aucune définition ministérielle n'a été partagée. Néanmoins,ce type de violence ou d'intimidation était déjà pris en compte dans le plan de lutte des établissements scolaires.

L'article 75.2 de la Loi sur l'instruction publique stipule que le plan de lutte de l'école doit détailler les engagements de la direction pour soutenir l'élève victime d'intimidation ou de violence et ses parents. Dans le cadre de ce plan, et afin d'assurer un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire pour tous et de prévenir la récidive, des démarches d'intervention sont également prévues auprès de l'élève auteur du geste. Ces démarches impliquent que les parents de l'élève auteur s'engagent activement, en collaboration avec l'école, dans la recherche et la mise en œuvre de solutions pour faire cesser ces gestes.

En lien avec le plan de lutte, chaque école adopte des règles de conduite et des mesures de sécurité qui précisent les comportements attendus des élèves, les gestes et échanges inacceptables y compris ceux sur les réseaux sociaux ou dans le transport scolaire, ainsi que les sanctions disciplinaires prévues selon la gravité ou la répétition des gestes posés. Ces règles sont approuvées par le conseil d'établissement et présentées aux élèves et aux parents en début d'année scolaire. (En lien avec l'article 76. de la Loi sur l'instruction publique).

Inspiré de Résumé de plan de lutte – Document régional LLL – Juin 2025
Inspiré des travaux du comité de l'équipe nationale CVI et du document de la CSSDM.

ANALYSE DE LA SITUATION AU REGARD DES ACTES D'INTIMIDATION ET DE VIOLENCE

LES CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉCOLE

École secondaire de sec 1 à 5.
10 groupes d'adaptation scolaire (2 groupes Tremplin et 8 groupes CSP)

LES CONSTATS DE L'ÉCOLE

L'analyse du climat scolaire révèle que les relations entre les élèves sont majoritairement positives (68 %) et que la violence physique est en diminution. Toutefois, certaines zones d'insécurité persistent, notamment dans les toilettes. La gestion des émotions, la résolution pacifique des conflits et le respect des différences demeurent des enjeux importants, dans un contexte marqué par une plus grande polarisation des opinions. Il importe également de renforcer le sentiment de sécurité des élèves et la confiance envers la prise en charge des situations signalées.

LES PRIORITÉS DE NOTRE PLAN DE LUTTE

1. Sécurité et sentiment de sécurité: Renforcer la présence des adultes dans les lieux ciblés afin de prévenir les situations à risque.
Action concrète : Augmenter la surveillance des toilettes et des lieux ciblés pendant les moments non-structurés et/ou de transition, notamment sur l'heure du dîner.

2. Relations positives et prise en charge Sensibiliser les élèves à la gestion des émotions, à la résolution des conflits et au respect des différences. Action concrète : Animation du programme Hors-Piste (avec l'atelier sur la résolution de conflits), partenariat avec des organismes communautaires pour l'animation d'ateliers ou de kiosque.

3. Engagement et inclusion: Bonifier les activités du midi afin de favoriser la participation, le sentiment d'appartenance et les relations positives entre les élèves. Action concrète : Organiser des activités variées sur l'heure du dîner, comme des jeux de société, des défis collaboratifs ou des activités sportives ouvertes à tous.

LES MOYENS DE PRÉVENTION DE NOTRE PLAN DE LUTTE

Sensibilisation des élèves : Organiser des animations sur le respect des différences, l'inclusion, les préjugés et les relations positives, avec les intervenants et partenaires spécialisés.
Capsules de prévention : Diffuser des messages sur les comportements discriminatoires, l'intimidation et le respect des limites.
Consultation des élèves : Utiliser le QSVE-BE pour cibler les besoins liés à la violence, au bien-être et au sentiment de sécurité.
Harmonisation des interventions : Développer une boîte à outils commune et offrir des rencontres de concertation et des formations au personnel.
Mécanisme de signalement : Rendre les modalités de signalement accessibles par des affiches, un code QR dans l'agenda et l'identification des personnes-ressources.
Promotion du vivre-ensemble : Organiser des activités thématiques et des initiatives étudiantes favorisant l'inclusion et le respect des différences.
Collaboration avec les partenaires : Faire appel aux ressources spécialisées pour soutenir la prévention et adapter les interventions aux besoins des élèves.

ACTIONS À PRENDRE LORSQU'UN ACTE D'INTIMIDATION, DE VIOLENCE OU DE VACS EST CONSTATÉ

LES ACTIONS À ENTREPRENDRE

Les élèves témoins ou confidents sont sensibilisés à l'importance de demander de l'aide, de signaler les situations de violence ou d'intimidation et de préserver la confidentialité.
-1er intervenant (tout adulte témoin) : Mettre fin aux comportements, nommer le comportement attendu, vérifier sommairement l'état des personnes impliquées et transmettre l'information au 2e intervenant.
-2e intervenant (personne responsable du suivi), en collaboration avec la direction : Analyser la situation, intervenir auprès des personnes concernées, assurer leur sécurité, mettre en place les mesures de soutien appropriées et effectuer le suivi, dans le respect de la confidentialité.
*Des documents de soutien à l'intervention sont disponibles sur l'intranet du CSSMI, dans la section Climat et relations.

LES MESURES DE SOUTIEN / ENCADREMENT

Des mesures seront prises pour soutenir autant la victime, les témoins que l'auteur. L'objectif de ces mesures est de veiller à la sécurité de tous, de soutenir les acteurs dans le développement de nouvelles compétences et l'apprentissage de comportements de remplacement.

Inspiré de Résumé de plan de lutte – Document régional LLL – Juin 2025
Inspiré des travaux du comité de l'équipe nationale CVI et du document de la CSSDM.

LES SANCTIONS POSSIBLES

Les sanctions disciplinaires s'effectueront en fonction de l'analyse de la situation, notamment selon le profil de l'élève, ainsi qu'au regard de la nature, de la gravité, de la fréquence et de la légalité des gestes posés.
Les interventions seront choisies en cohérence avec le code de vie de l'école.
Les parents de l'auteur de violence ou d'intimidation seront sollicités pour collaborer à la recherche de solutions et, tout comme leur enfant, devront prendre des engagements pour s'assurer que la situation cesse et ne se répète pas.

LE SUIVI

Un suivi est effectué auprès des élèves impliqués afin de s'assurer que la situation est bien résolue. Ce suivi peut inclure des rencontres, des observations et des communications avec les parents, etc. L'école s'assure aussi que l'élève ayant subi les gestes se retrouve dans un climat sécuritaire et que l'élève qui a commis les gestes soit soutenir dans les changements souhaités et s'assure que la situation est terminée.

MODALITÉS POUR EFFECTUER UN SIGNALEMENT OU FORMULER UNE PLAINTE

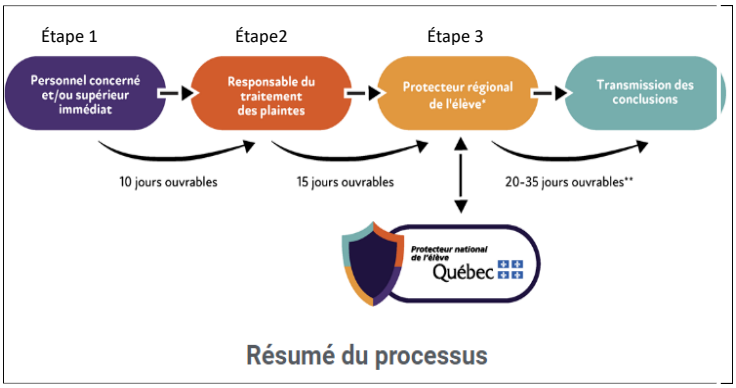
Il est important de déclarer rapidement tout événement d'intimidation ou de violence, quelle qu'en soit la nature, auprès d'un adulte de l'école. Selon l'analyse de la situation, l'école s'assurera de mettre en œuvre les interventions appropriées prévues au plan de lutte.

MODALITÉS POUR SIGNALER

Les signalements peuvent être effectués en toute confidentialité par un élève, un parent ou un membre du personnel.
-En personne : En s'adressant directement à un membre du personnel en qui l'élève a confiance (enseignant,TES, intervenant, direction).
-Par courriel : En écrivant à un membre de l'équipe-école ou à la direction.
-En ligne : En remplissant le formulaire de signalement confidentiel disponible sur le site Web de l'école.

MODALITÉS POUR FORMULER UNE PLAINTE CONCERNANT UNE SITUATION D'INTIMIDATION, DE VIOLENCE OU DE VIOLENCE À CARACTÈRE SEXUEL

En cas d'**insatisfaction** au regard du suivi, il vous est possible de formuler une plainte selon la procédure suivante :



Résumé du processus

https://www.cssmi.qc.ca/parents/ressources/plaintes-service-leleve

Notez que la personne victime de VACS ou ses proches peuvent, **en tout temps, signaler la situation à la police ou à la direction de la protection de la jeunesse (DPJ)**, que vous ayez ou non rapporté la situation à l'établissement scolaire, au CSS, à la CS ou au protecteur régional de l'élève. **Les signalements et les plaintes adressées à l'établissement scolaire ne se substituent pas au travail des corps policiers et de la protection de la jeunesse.**

Inspiré de Résumé de plan de lutte – Document régional LLL – Juin 2025
Inspiré des travaux du comité de l'équipe nationale CVI et du document de la CSSDM.

Concernant les **violences à caractère sexuel**, il est aussi possible de faire un signalement ou une plainte directement auprès du **protecteur régional de l'élève**.

La personne signalante pourra choisir le mode de communication qui lui convient le mieux pour rejoindre le protecteur régional de l'élève :

- Formulaire de plainte web, **en cliquant ici**
- Téléphone ou texto : 1-833-420-5233
- Courriel : **plaintes-pne@pne.gouv.qc.ca**

RESSOURCES POUR LES ÉLÈVES ET LES PARENTS

Tel-jeunes : 1 800 263-2266 / Messagerie : 514 600-1002

Jeunesse J'écoute : 1 800 668-6886 / Messagerie : 686868

Service de police : 640 Bd du Curé-Labelle, Bla

Direction de la protection de la jeunesse :

Laurentides : 450-431-6885

Lanaudière : 450-756-4555

Ligne parents : 1-800-361-5085 - www.ligneparents.com